

Henry Clewes et Cie, les éminents banquiers de New-York, traitent la question de la grève de l'acier dans leur circulaire de la semaine dernière, et condamnent sans hésiter les exigences de l'*Amalgamated Association*. La lutte, telle qu'ils la considèrent, et telle qu'elle est envisagée par le monde entier, en dehors des rangs des grévistes et de ceux qui les approuvent, ne vise pas à l'amélioration de la condition de l'ouvrier mais à la possession du pouvoir et au contrôle du capital.

Ces messieurs disent que *Wall Street* a été complètement absorbée par la grande grève de l'acier, et que les rentes de l'acier en ont escompté l'influence avant même le cours général. Ceci prouve combien sérieusement le capital envisage la question en litige. On ne lutte pas au sujet du salaire ou de la durée de la journée de travail.

Les hommes ont en général un emploi convenable et gagnent de bons gages. Il n'y a donc d'autres souffrances que celles qu'on s'inflige soi-même, et jusqu'ici les grévistes n'ont guère reçu de sympathie publique, sauf de la part des éléments radicaux des *trades-unions* (syndicats ouvriers). Les grévistes veulent forcer l'exploitation de l'acier d'employer bon gré mal gré des unionistes dans quelques-unes de leurs usines. Ils visent à consolider le travail en un monopole du caractère le plus puissant et le plus tyrannique, et à punir les patrons de leur légitime faculté de choisir des unionistes ou des non-unionistes, à leur conventicule, d'obliger les non-unionistes de grouper leurs forces ou à perdre leur emploi.

En un mot, ils prétendent tout simplement exploiter eux-mêmes les usines, et ils s'arrogent une dictature plus tyrannique et plus redoutable que tout ce qu'on a pu concevoir dans aucune combinaison du capital. Il peut se rencontrer des conditions inadmissibles dans quelques combinaisons de l'industrie ou du commerce, mais il n'en existe pas une seule dont les directeurs aient conçu des mesures aussi injustes que celles que l'*Amalgamated Association* aspire à réaliser.

On concède volontiers au travail le droit de s'organiser, et les chefs d'ouvriers doivent apprendre que les patrons ont le droit d'utiliser le travail unioniste ou non-unioniste comme ils le jugent à propos. C'est une erreur de dire que la vie de l'unionisme est au jeu dans cette lutte; si la grève avorte —

de l'acier

e la grande grève des
quelque temps. Bien
toujours intéressant
ontient.